**DOSSIER DE CONSULTATION**

***N°*(insère le N°/Année)**

**ELABORATION D’UNE ETUDE DE RENTABILITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU PROJET (Insère le nom du projet),**

**au profit de la commune de**

**(insère le nom de la commune)**

**Date limite de réception des demandes d’éclaircissement : …………………………1)**

**Date et heure limites de réception des offres : ……………………………………….……2)**

**Dateet heure d’ouverture des plis :…………………………………………………..……….…..**

*1) 7 jours avant la réception en cas d’une période flottante de 20 jours, sinon 14 jours avant*

*2) Période flottante est de 20 jours ou 45 jours*

# SOMMAIRE

SECTION I: AVIS DE LA CONSULTATION 4

ARTICLE 01. Objet de la Demande de Consultation 4

ARTICLE 02. Source de Financement de la Prestation 4

ARTICLE 03. Réglementation de la Demande de Consultation 4

ARTICLE 04. Consultation et retrait de la Demande de Consultation 4

ARTICLE 05. Candidats admis à soumissionner 4

ARTICLE 06. Présentation de l’offre 4

ARTICLE 07. Documents de la Consultation et Pieces à fournir 4

ARTICLE 08. ouverture des offres 4

ARTICLE 09. Durée de la validité des offres 5

ARTICLE 010. Additif à la Demande de Consultation 5

ARTICLE 011. Critères d’évaluation et choix du soumissionnaire 5

ARTICLE 012. Adresse de la Commune 5

SECTION II: CONDITIONS DE LA CONSULTATION 6

ARTICLE 01. Objet de la consultation : 6

ARTICLE 02. Financement des prestations 6

ARTICLE 03. Conditions de participation 6

ARTICLE 04. Mode de présentation des offres 6

ARTICLE 05. Validité des Offres 7

ARTICLE 06. Actualisation des prix 7

ARTICLE 07. Ouverture des plis 8

ARTICLE 08. Rejet Automatique des offres 8

ARTICLE 09. Choix du Titulaire 8

SECTION III: CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES 9

ARTICLE 01. Préambule 9

ARTICLE 02. Objet de la consultation : 9

ARTICLE 03. Cadre réglementaire 9

ARTICLE 04. Pièces Contractuelles 9

ARTICLE 05. Caractère des Prix 9

ARTICLE 06. Impôts et Taxes 10

ARTICLE 07. Délais de réalisation de la Prestation 10

ARTICLE 08. Mode de règlement des prestations 10

ARTICLE 09. Pénalités 10

ARTICLE 010. Arrêt de l’étude 10

ARTICLE 011. Réception 11

ARTICLE 012. Assurance 11

ARTICLE 013. Règlement des litiges 11

ARTICLE 014. Entrée en vigueur 11

ARTICLE 015. Force MaJeur 11

ARTICLE 016. Domiciliation de Remboursement 11

SECTION IV: TERMES DE REFERENCES 12

ARTICLE 01. Préambule 12

ARTICLE 02. Objet des Termes de Références 12

ARTICLE 03. Décomposition de la Mission 12

ARTICLE 04. Consistance des Missions du Consultant 13

ARTICLE 05. Les Livrables 16

SECTION V: ANNEXES 17

Annexe 01 : Fiche de renseignement Généraux sur le Soumissionnaire 17

Annexe 02 : Déclaration d’engagement 18

Annexe 03 : L’Acte d’engagement (Soumission) 22

Annexe 04 : Bordereau de Prix 23

Annexe 05 : Sous détail Estimatif 24

Annexe 06 : Réferences du Soumissionnaire 25

Annexe 07 : Modèle du Curriculum Vitae (CV) 26

Annexe 08 : Aferents aux Termes de Références 27

# AVIS DE LA CONSULTATION N°(insère N°/Année)

## Objet de la Demande de Consultation

La présente consultation a pour objet la désignation d’un bureau d’études (ou d’un groupement de bureau d’études) ou d’un consultant (ou d'un groupement de consultants) qui aura la charge l’élaboration d’une étude de rentabilité économique et financière du projet(Insère le nom du projet)dont le coût prévisionnel est de (Insère le coût du projet) dinars tunisiens, pour le compte de la commune de (Insère le nom de la commune).

##  Source de Financement de la Prestation

Cette prestation est financée par un Prêt de la Coopération financière allemande à travers la KfW dans le cadre du programme de Financement des Nouvelles Communes(FiNCom), rétrocédé par l’Etat Tunisien à la commune sous forme de dotation à travers la Caisse des Prêts et de Soutien des Collectivités Locales.

## Réglementation de la Demande de Consultation

La désignation du prestataire sera conduite par une Demande de Consultation selon la réglementation tunisienne de passation des marchés (commandes publiques pour les études dont les montants, toutes taxes comprises, sont inférieurs à cinquante mille dinars),et selon les « Directives pour la Passation des Marchés de Prestations de Conseils, Travaux de Génie Civil, Installations, Fournitures et Services Divers dans la Coopération financière aves des pays partenaires » de la KfW (https://www.kfw-entwicklungsbank.de/PDF/Download-Center/PDF-Dokumente-Richtlinien/Vergaberichtlinien-2019\_FR.pdf).

La Consultation sera aussi conduite par les procédures de passation des achats publics hors marchés à travers l’e-Bidding du système d’achat public en ligne TUNEPS.

## Consultation et retrait de la Demande de Consultation

Les soumissionnaires éligibles et intéressés à concourir peuvent retirer le Dossier de Consultation pendant les horaires administratifs au siège de la commune à l’adresse indiquée ci-dessous ou en ligne du site web TUNEPS : <https://www.tuneps.tn/index.do>.

## Candidats admis à soumissionner

La présente Demande de Consultation est ouverte à tous les candidats éligibles et remplissant les conditions définies dans la Demande de Consultation et qui ne sont pas frappés par les dispositions d’incapacités et d’exclusions définies dans la Demande de Consultation.

## Présentation de l’offre

L’offre est constituée de l’offre technique et l’offre financière placées dans deux enveloppes séparées et fermées. Ces deux enveloppes seront placées dans une troisième enveloppe extérieure fermée, indiquant la référence de la consultation et son objet. L’enveloppe extérieure comporte, en plus des deux offres technique et financière, les documents administratifs.

Les offres, devront être entièrement rédigées, en langue Française, à l'encre et particulièrement pour l’Acte d’engagement (soumission), le bordereau des prix, qui devront être paraphés à toutes les pages, signés et tamponnés à la dernière page selon les indications du paragraphe ci-après.

## Documents de la Consultation et Pieces à fournir

Les documents et les pièces constituant l’offre sont indiqués dans la section II "Conditions de la Consultation".

## ouverture des offres

L’ouverture des offres sera effectuée en séance non publique.

## Durée de la validité des offres

Les soumissionnaires resteront engagés pour leurs offres pendant une période de 90joursà partir de la date limite de réception des offres.

## Additif à la Demande de Consultation

Au cas où certains soumissionnaires auraient des renseignements complémentaires à demander ou des doutes sur la signification exactes sur certaines parties du document de la consultation, ils devraient en référer en français et par écrit à la commune à l’adresse indiquée ci-dessous huit ou quinze (08 ou 15) jours*(08 jours en cas de période flottante de 20 jours , sinon 15 jours)*calendaires avant l’expiration de la date limite de réception des offres en vue d’obtenir les éclaircissements nécessaires.

La Commune se réserve le droit, en cas de nécessité, d'apporter toute modification ultérieure utile au présent Avis de la Demande de Consultation et/ou à la Demande de Consultation qui s'y rapporte. Dans ce cas, un additif la Demande de Consultation sera élaboré et envoyé à tous les soumissionnaires ayant retiré la Demande de Consultation.

Tout additif ainsi ajouté fait partie intégrante de la Demande de Consultation et sera communiqué par écrit à tous les soumissionnaires qui ont retiré le dossier de Consultation, et ce dans un délai minimum de sept ou quatorze (7 ou 14)jours*(7 jours en cas de période flottante de 20 jours , sinon 14 jours)*calendaires avant l’expiration de la date limite de réception des offres.

## Critères d’évaluation et choix du soumissionnaire*(doit correspondre avec Section II, Article 9)*

L’évaluation des offres sera effectuée sur la base de l’offre moins disant toutes taxes comprises, et qui répond aux critères d’éligibilité, de qualification requis et conditions techniques exigées mentionnés ci-dessous. Si l’offre le moins disant s’avère non conforme au cahier des charges, il sera procédé à l’évaluation des offres concurrentes avec la même méthodologie et selon le classement financier croissant.

* Le soumissionnaire doit justifier au minimum la réalisation de deux (02) études de rentabilité économiques et financières des projets économiques ou d’infrastructures durant les trois (03)dernières années.
* L’équipe du personnel affecté à la réalisation de cette tâche comprendra :
* Un expert économiste ou équivalent (ayant au moins une maîtrise Bac+4 ou diplôme d’ingénieur)avec un minimum d’expérience de dix (10) ans et qui dispose d’au moins deux (02) références dans les études de rentabilité économiques et financières des projets au cours des trois (03) dernières années et
* *(En cas de besoin selon la nature et la dimension de projet)*: Un expert dans les travaux de génie civil disposant de cinq (05) années d’expériences dans la réalisation des projets économiques ou d’infrastructures et ayant travaillé sur la réalisation au moins trois (03) projets similaires au cours des trois (3) dernières années

## Adresse de la Commune

L’adresse à laquelle il est fait référence ci-dessus est :

Adresse : (Insère l’adresse)

Mr/Mme (Insère le nom du responsable)

Téléphone : (Insère le numéro de téléphone)

Télécopieur  (Insère le numéro de télécopieur)

E-mail : (Insère l’adresse e-mail)

# CONDITIONS DE LA CONSULTATION

## Objet de la consultation :

La présente consultation a pour objet la désignation d’un bureau d’études (ou d’un groupement de bureau d’études) ou d’un consultant (ou d'un groupement de consultants) qui aura la charge l’élaboration d’une étude de rentabilité économique et financière du projet (Insère le nom du projet) dont le coût prévisionnel est de (Insère le coût du projet) dinars tunisiens, pour le compte de la commune de (Insère le nom de la commune).

## Financement des prestations

Cette prestation est financée par un prêt de la Coopération financière allemande à travers la KFW dans le cadre du programme de "Financement des Nouvelles Communes", rétrocédé par l’Etat Tunisien à la commune sous forme de dotation à travers la Caisse des Prêts et de Soutien des Collectivités Locales.

## Conditions de participation

La participation à cette consultation est ouverte à égalité, à toutes les personnes physiques ou morales capables de s’y obliger qui présentent les garanties, notamment techniques et financières et les moyens en matériels et en personnels pour la bonne exécution des obligations qui seront faites.

## Mode de présentation des offres

Le dossier de participation à la présente consultation, peuvent être transmises en ligne, via le système d’achat public en ligne TUNEPS ou par voie postale recommandée ou rapide-poste ou remise directement au bureau d’ordre contre récépissé à l’adresse mentionnée dans l’Avis.

En cas d’une soumission **en ligne**, l’offre sera déposée sur la plateforme TUNEPS. En cas de soumission **hors ligne**, **l**es offres doivent parvenir sous plis fermés et scellés par voie postale recommandée ou par rapide poste ou remises directement au bureau d’ordre central, contre accusés de réception, à l'adresse ci-dessous mentionnée.

Les offres doivent parvenir au plus tard à la date et heure limites mentionnées dans l’Avis. Les offres parvenues en retard ne seront pas acceptées.

**En cas de participation via le système TUNEPS**

En cas de dépassement du volume maximum permis techniquement dont le système dispose pour chargement des dossiers, les soumissionnaires peuvent présenter une partie de leur offre hors ligne, par voie postale recommandée ou rapide-poste ou remise directement au bureau d’ordre à l’adresse et heure fixés dans l’Avis de la consultation contre récépissé au plus tard à la date et heure limite mentionnée dans l’avis.

Les Soumissionnaires doivent obligatoirement présenter toutes les pièces financières de l’offre et tous les éléments exigés relatif à l’évaluation technique et financière, en ligne sur le système TUNEPS. Et doivent aussi indiquer dans leur offre en ligne tous les éléments envoyés hors TUNEPS lesquels doivent être conforme à l’offre en ligne.

En cas de discordance entre les éléments de l’offre en ligne sur TUNEPS et ceux envoyés hors TUNEPS. Les éléments adoptés officiellement seront les éléments de l’offre en ligne sur TUNEPS, et ce conformément à l’article 8 de l’arrêté du Président de Gouvernement daté du 31 Août 2018 portant l’approbation du guide des procédures de passation des marchés publics via TUNEPS.

**En cas de participation hors ligne**

L’offre doit parvenir aux heures ouvrables par voie postale recommandée au lieu et heure indiqués dans l'avis de la consultation ou peut être remise directement au bureau d’ordre de la commune contre un accusé de réception. Toute offre parvenue après la date/heure limite de réception des offres sera rejetée. Le cachet du Bureau d'ordre central fait foi.

L’offre doit être présentée dans une troisième enveloppe dite « enveloppe extérieure » sur laquelle seront inscrites uniquement les mentions suivantes :

«**A ne pas ouvrir - consultation N°**(insère le N°/Année)**-**

**Elaboration d’une étude de rentabilité économique et**

**financière du projet** (Insère le nom du projet),

Aucune indication relative au soumissionnaire ne doit figurer sur cette enveloppe au risque de rejet de l’offre. Tous les documents de l’offre technique et de l’offre financière doivent être paraphés à chaque page, datés, et signés à la dernière page. L’enveloppe extérieure contient :

**Pièces administratives**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N° ordre** | **DESIGNATION** | **Mode d’envoi** |
| **Dépôt via TUNEPS** | **Dépôt sans TUNEPS** |
| A1 | L’attestation de situation fiscale valable à la date limite de réception des offres | Non | OuiCopie conforme à l’originale |
| A2 | Une attestation d’affiliation à un régime de sécurité sociale. | Non | OuiExemplaire original ou copie conforme à l’originale |
| A3 | Une copie du cahier des charges relatif à l’exercice de la profession. | OuiEn ligne ou Hors ligne | OuiSimple copie |
| A4 | Une fiche de renseignements généraux du mandataire | Oui (Annexe1)En ligne | Oui (Annexe 1)Copie originale |
| A5 | La Déclaration d’engagement | Oui (Annexe 2)En ligne | Oui (Annexe 2)Copie originale |
| A6 | Les documents de la consultation paraphés à chaque page, datés et signés à la dernière page. | Non | Oui |

**En cas de groupement les documents A1, A2, A3 et A4 seront fournis par chaque membre.**

**Pièces de l’offre technique**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N° ordre** | **DESIGNATION** | **Mode d’envoi** |
| **Dépôt via TUNEPS** | **Dépôt sans TUNEPS** |
| **T1** | La liste des références spécifiques avec les pièces justificatives (Contrats, Factures ou PV de réception des études). | Oui (**Annexe 6**)En ligne ou Hors ligne | Oui (**Annexe 6**)Copie originale pour la liste.Simple copie pour les pièces justificatives. |
| **T2** | Les CV détaillés du personnel affecté à la réalisation de l’étude et avec copies des diplômes. | Oui (**Annexe 7**)En ligne ou Hors ligne | Oui (**Annexe 7**) |

**Pièces de l’offre financière**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N° ordre** | **DESIGNATION** | **Mode d’envoi** |
| **Dépôt via TUNEPS** | **Dépôt sans TUNEPS** |
| **F1** | L’Acte d’engagement (Soumission) dûment rempli, daté, tamponné et signé par le soumissionnaire (**Annexe 3**). | OuiEn ligne | Oui |
| **F2** | Le bordereau des prix dûment rempli, daté, tamponné et signé par le soumissionnaire (**Annexe 4**). | OuiEn ligne | Oui |
| **F3** | Le sous-détail de prix (**Annexe 5**). | OuiEn ligne | Oui |

## Validité des Offres

Les offres resteront valables et sans changement pendant quatre-vingt-dix (90) jours à partir de la date limite de réception des offres.

## Actualisation des prix

Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes et non révisables. Toutefois, conformément au décret n°2014-1039 du 13 mars 2014, le titulaire de la consultation peut demander l’actualisation de son offre financière si la période entre la date de présentation de l’offre financière et celle de notification du marché ou d’émission de l’ordre de service de commencement de l’étude dépasse le délai de validité de l’offre. La base de l’actualisation et les modalités de son calcul sont données par la formule suivante :

M=M0x (1+5%x [(Di-D0)-90]/365)

M0 : Montant de la prestation à la date de remise de l’offre financière en HTVA ;

M : Montant actualisé de la prestation en HTVA ;

D0 : Date du lendemain de la date limite de remise des offres ;

Di : Date de l’ordre du Jour ou de la notification du marché ;

5% : Taux d’inflation annuel ;

90 : Nombre de jours de validité de l’offre comptabilisé à partir du lendemain de la date limite de remise des offres

A cet effet, le titulaire de la consultation devra présenter à la commune dans un délai de 5 jours ouvrables à compter de la date de la notification de la commande ou d’émission de l’ordre de service de commencement de l’exécution une demande écrite dans laquelle il indique le montant de l’actualisation requis, les bases et les indices ayant servis à sa détermination. Cette demande doit être accompagnée par tous les documents et justificatifs le prouvant.

##  Ouverture des plis

Seuls seront concernés par l’ouverture des plis les offres qui arrivent dans les délais.

L’ouverture des plis techniques et financiers se fera en une seule étape par la commission d’ouverture des plis. Ladite séance n’est pas publique.

## Rejet Automatique des offres

Les offres qui arrivent hors délai ainsi que les offres qui ne comprennent pas l’Acte d’engagement (soumission) et/ou le bordereau de prix seront rejetées automatiquement.

## Choix du Titulaire (doit correspondre avec Section I, Article 11)

L’évaluation des offres sera effectuée sur la base de l’offre moins disant toutes taxes comprises, et qui répond aux critères d’éligibilité, de qualification requis et conditions techniques exigées mentionnés ci-dessous. Si l’offre la moins disant s’avère non conforme au cahier des charges, il sera procédé à l’évaluation des offres concurrentes avec la même méthodologie et selon le classement financier croissant.

* Le soumissionnaire doit justifier au minimum la réalisation de deux (02) études de rentabilité économiques et financières des projets économiques ou d’infrastructures durant les trois (03) dernières années.
* L’équipe du personnel affecté à la réalisation de cette tâche comprendra :
* Un expert économiste ou équivalent (ayant au moins une maîtrise Bac+4 ou diplôme d’ingénieur) avec un minimum d’expérience de dix (10) ans et qui dispose d’au moins deux (02) références dans les études de rentabilité économiques et financières des projets au cours des trois (03) dernières années et
* *(En cas de besoin selon la nature et la dimension de projet)*: Un expert dans les travaux de génie civil disposant de cinq (05) années d’expériences dans la réalisation des projets économiques ou d’infrastructures et ayant travaillé sur la réalisation au moins trois (03) projets similaires au cours des trois (3) dernières années

**Fait à** .................., **le**......................................

(Signature et cachet du Consultant)

#  CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

## Préambule

Entre les soussignées :

La commune de (Insère le nom de la commune), représentée par son Maire (Insère le nom du Maire), désignée ci-après par le terme **Maître d’Ouvrage** ou **la commune**.

D’une part,

Et le bureau d’études ……………………………………………., Matricule fiscal …………………………………. chargé de l’exécution de l’étude, désignée ci-après par le terme Bureau d’Etudes ou Consultant, représenté par son gérant ou son chef de file ……………………………

D’autre Part.

## Objet de la consultation :

La commune confie au bureau d’études la réalisation d’une étude de rentabilité économique et financière du projet (Insère le nom du projet) dont le coût prévisionnel est de (Insère le coût du projet) dinars tunisiens.

##  Cadre réglementaire

Le présent marché est soumis à l'ensemble des textes législatifs, administratifs et techniques en vigueur en Tunisie et notamment :

* Au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics d’études approuvé par arrêté de M le premier ministre le 11 Octobre 1994, en ce qui concerne tous les articles non abrogés par les décrets susvisés ou par la présente convention. http://www.marchespublics.gov.tn/onmp/upload/documents/CCAG\_Etudes.pdf
* À toute réglementation régissant les domaines suivants :
	+ - * Domaine social et sanitaire ;
			* Domaine fiscal.
* Aux règles de l'Art et aux normes en vigueur.

## Pièces Contractuelles

**L**es pièces contractuelles de la présente consultation sont :

* L’Acte d’engagement (soumission) –Annexe 3 ;
* Déclaration d’engagement – Annexe 2
* Le bordereau des Prix et le Détail Estimatif – Annexes 4 et 5;
* Le CCAP – Section III ;
* Les Termes de références (TdR) –section IV

En cas de divergence entre deux ou plusieurs pièces du contrat, ce sont les dispositions de la pièce portant numéro d'ordre le moins élevé dans l'énumération ci-dessus qui primeront les autres. Cependant en cas d’erreurs de prix, ce sont les prix en toutes lettres du bordereau des prix qui feront foi.

## Caractère des Prix

Les prix cités dans le bordereau des prix, joint en annexe, sont réputés fermes et non révisables pendant toute la durée d’exécution du contrat, et ne pourront varier en aucune manière après la conclusion du contrat.

##  Impôts et Taxes

Le Consultant se conformera aux lois et textes en vigueur en Tunisie concernant les impôts, taxes, etc.…Il doit indiquer, dans son offre, les montants hors taxes et toutes taxes comprises.

## Délais de réalisation de la Prestation

Le délai global imparti au titulaire de la commande pour achever l'ensemble des prestations est de 50jours calendaires (y compris dimanche et jours fériés), non compris les délais d'approbation des dossiers par le maître d’ouvrage. Ce délai commence à partir du lendemain du jour de notification, par bon de commande, du commencement des prestations objet de la consultation. Le délai global est réparti comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| **PHASES** | **DUREE** |
| **Phase 1 : Evaluation économique et financière du projet** | 20 jours |
| **Phase 2 : Rentabilité financière et économique du projet** | 15jours |
| **Phase 3 : Modèle de calcul sur tableur des taux de rentabilité économique et financière des projets économiques** | 15 jours |
| TOTAL  | 50 JOURS |

## Mode de règlement des prestations

Les paiements seront réglés par tranche selon l’échéancier suivant :

* 25 % du montant de l’étude après la remise de la version provisoire de chaque phase de l’étude, soit un total de 75 % du montant de l’étude ;
* 25 % du montant de l’étude après la validation par la commune de la version finale des 3 phases de l’étude ;

Les paiements se feront, contre la présentation de facture en quatre exemplaires originaux, par virement au compte bancaire indiqué dans l’Acte d’engagement (soumission).

## Pénalités

Une pénalité sera appliquée, sans mise en demeure préalable, en cas de dépassement des délais de livraison.

Le titulaire du bon de commande subira une pénalité sur la base des dispositions suivantes :

* 1/1000èmedu montant initial de la commande hors TVA par jour calendaire de retard.

Le montant de cette pénalité sera plafonné à cinq pourcent (5%) du montant initial de la commande hors TVA.

## Arrêt de l’étude

Le Maître d’ouvrage se réserve le droit de se limiter à une phase quelconque ou d'arrêter l’étude à n'importe quelle phase sans que le consultant ne puisse se prévaloir d'aucun droit, d'indemnisation ou de rémunération, et ce par simple préavis écrit.

Toutefois, Le Maître d’ouvrage réglera au Consultant la totalité des sommes dues à la date de l'arrêt. Le paiement ne tiendra compte que des prestations de la dernière mission réalisée conformément au Sous Détail de Prix, et dans ce cas le concepteur est tenu de présenter au Maître d’ouvrage les justificatifs nécessaires.

## Réception

La réception est déclarée une fois la version définitive de l’étude est approuvée par lemaître de l’ouvrage.

## Assurance

Le Consultant est tenu de souscrire à une assurance dont il lui reviendra d’assumer les coûts sans que la responsabilité de la Commune et/ou du projet ne soit recherchée à cet effet. En tout état de cause, le Consultant est seul responsable des dommages causés aux tiers par ses propres négligences ainsi que des omissions faites dans l’exécution des tâches décrites dans le présent contrat. Par conséquent la Commune et/ou le projet ne seraient en aucun cas être tenus responsable.

## Règlement des litiges

Toute contestation ou litige entre les deux parties qui ne pourrait être réglée à l’amiable, seront soumise devant les juridictions compétentes.

## Entrée en vigueur

Le présent contrat entre en vigueur dès la notification du bon de commande au consultant retenu, après l’approbation de la commission des marchés compétente.

##  Force MaJeurE

Les Parties ne seront pas responsables de l’inexécution de leurs obligations en cas de survenance d’un cas de force majeure, défini comme tout événement imprévisible, irrésistible et résultant de circonstances extérieures aux Parties, rendant impossible l’exécution du Contrat. En cas de survenance d’un cas de force majeure le Contrat sera suspendu jusqu’à disparition, extinction ou cessation du cas de force majeure.

Au cas où l’une des parties verrait l'exécution de ses obligations affectée par un cas de force majeure, il devra notifier à l’autre partie l’incident ou la survenance du cas de force majeure. Ladite notification devra faire état des éléments constitutifs du cas de force majeure et doit être faite dans les quatorze (14) jours qui suivent la date à laquelle la partie concernée a eu (ou supposée avoir eu) connaissance de l'incident ou des circonstances qui forment la force majeure.

##  Domiciliationde Remboursement

Tous remboursements, paiements de caution, de garantie ou autres ainsi que tous paiements d'assurances auxquels la commune aurait droit seront effectués au crédit du compte spécial pour le fonds de disposition.

|  |  |
| --- | --- |
| **Fait à** .................., **le**......................................(Signature et cachet du Maire) | **Fait à** .................., **le**......................................(Signature et cachet du Consultant) |

# TERMES DE REFERENCES

## Préambule

Les présents termes de référence sont applicables pour la réalisation d’une étude de rentabilité économique et financières des projets économiques communaux sur la base réglementaire définit dans l’article 2 ci-dessous.

La commune de (insère le nom de la commune) est la personne morale pour le compte de laquelle est réalisé l’étude de rentabilité économique et financière du projet (insère le nom du projet) Elle sera désignée par le terme **« Maître d’ouvrage ».**

La mission objet de ces termes de référence sera confiée par la commune à un Consultant ou un bureau d’études spécialisé en matière d’évaluation économique et financières des projets. Le Consultant ou le bureau d’études chargé de réaliser les études sera désigné par le terme**« Consultant ».**

## Objet des Termes de Références

La mission consiste à réaliser une étude économique et financière du projet susmentionné et à faire des estimations des taux de rentabilité économique et financière y afférents. Cette évaluation permettra de statuer sur l’acceptabilité du projet et de mettre à la disposition des décideurs des indicateurs économiques et financiers justifiant sa réalisation et sa durabilité.

L’étude sera appuyée sur les résultats de l’étude de préfaisabilité du projet si elle existe. Le cas échéant, le maître d’ouvrage préparera un dossier technique qui comprend :

1. Une note de présentation et de justification du projet qui le situe dans son contexte et contient une description de l’offre existante, une analyse succincte de la demande et la part de la demande que le projet entend couvrir ;
2. Une description des composantes du projet notamment la localisation du projet, sa dimension (superficie à bâtir, longueur des réseaux à aménager, matériels à acquérir…) ;
3. Le coût approximatif du projet répartit par grandes rubriques(acquisition de terrains, travaux de terrassement, construction de bâtiments et matériels à acquérir). Ces documents seront mis à la disposition du consultant ; et
4. Les sources de financement du projet.

##   Décomposition de la Mission

Pour l’élaboration de l’étude économique et financière du projet susmentionné, il est demandé au Consultant d’examiner les différentes études ou autres documents disponibles en relation avec le projet susmentionné, de visiter le lieu du projet et d’effectuer les tâches suivantes :

Tache 1 – Monographie de la commune concernée par le projet, y compris la présentation du cadre réglementaire et institutionnel ;

Tache 2 – Analyse de la demande ;

Tache 3 – Dimensionnement du projet ;

Tache 4 – Rentabilité financière et économique du projet ;

Sous tache 4-1 Rentabilité financière ;

Sous tache 4-2 Rentabilité économique ;

Tache 5- Etablissement d’un modèle de calcul sur tableur des taux de rentabilité économique et financière.

##  Consistance des Missions du Consultant

L’étude se déroulera en trois phases de la façon suivante :

**4.1 Phase 1 : Evaluation économique et financière du projet**

Sur la base des documents fournis par le maître d’ouvrage et la visite du lieu du projet, le consultant élaborera une présentation du projet mettant en exergue notamment les rubriques suivantes

* + 1. Le contexte et les objectifs du projet ;
		2. Une présentation du cadre réglementaire et institutionnel ;
		3. La description des composantes du projet ;
		4. Le coût, le schéma de financement et l’échéancier de réalisation ;
		5. Les modalités de réalisation et de gestion, et
		6. Les justifications socio-économiques du projet.

La Présentation du projet effectuée ainsi que la Monographie de la commune concernée par le projet, l’Analyse de la Demande et le Dimensionnement du projet constituent la base de l’évaluation économique et financière du projet.

4.1.1-Monographie de la commune concernée par le projet

Il s’agit notamment de :

* Faire un descriptif détaillé des aspects socio-économiques de la commune (situation administrative et géographique, population, principales activités économiques notamment les secteurs liés à la nature du présent projet, les équipements socio-économiques et d’infrastructures, l’implantation actuelle et future des zones de peuplement et de secteurs d’activités etc.),
* Evaluation des capacités actuelles et projetées de la Commune en termes de ressources humaines et matériel liée à l’investissement et son exploitation
* Faire un descriptif général des aspects socio-économiques des communes avoisinantes si le projet à une portée régionale,
* Etablir un descriptif exhaustif des équipements de même type que celui projeté dans la commune concernée par le projet et dans les communes avoisinantes si le projet a une portée régionale et décrire leurs modes de gestion ainsi que les droits y afférents perçus par les communes.
* Présenter les indicateurs de développement socio-économiques de la commune dont la population communale, la densité de la population, l’accroissement démographique, le taux d’analphabétisme, la population en activités en milliers, le taux de chômage, le taux d’électrification, le taux de desserte en eau, le taux d’assainissement, les périmètres irrigués en exploitation, l’indice de pauvreté, l’indice de développement régional, l’indice d’attractivité régionale, le budget d’investissement et de fonctionnement municipal etc.

4.1.2 **-**Analyse de la demande

a) Hypothèse de travail :

Le consultant donnera une explication des éléments méthodologiques et des concepts utilisés pour le calcul de la demande potentielle.

b) Tâches liées

Le consultant procédera à :

* Dimensionner la zone d’influence du projet pour pouvoir évaluer la population desservie et le flux de la clientèle,
* Evaluer les besoins annuels par habitant pour chaque catégorie des outputs du projet (produits ou services),
* Etablir des projections annuelles (pendant une période de 10 ans) de la consommation des outputs du projet par habitant en fonction de l’évolution du pouvoir d’achat et des modifications socio-économiques constatées lors des dernières années,
* Etudier les tendances d’évolution des principaux paramètres liés à la demande notamment la population et le revenu,
* L’analyse du prix de vente en tant que variable explicative de la détermination de la demande,
* L’analyse de la concurrence en comparaison aux équipements et services similaires existants dans la Commune concernée et les Communes avoisinantes,
* Faire des projections de la demande pour une période de 10 ans

4.1.3-Dimensionnement du projet

Le consultant procédera à :

* Analyser l’adéquation entre la capacité de production du projet et la demande,
* Etablir des projections à moyen terme (20 ans) de la demande et de l’offre correspondante qui permettent d’estimer les besoins en surface totale et couverte, les infrastructures et les équipements nécessaires etc.,
* Définir une tranche prioritaire du projet dont le coût ne dépassant pas le montant des fonds alloués au projet. Les caractéristiques du projet devront être déterminées avec précision aux fins d’une mise en œuvre dans les meilleurs délais.

**4.2 Phase 2 : Rentabilité financière et économique du projet**

4.2 .1 : Rentabilité financière du projet

1. Analyse de la rentabilité du projet avant financement (les fonds disponibles correspondent au coût du projet)

Pour juger la viabilité du projet avant financement, le consultant procédera à :

* Présenter les hypothèses de détermination du programme d’investissement, du compte d’exploitation prévisionnel, des besoins en fonds de roulement et les flux nets de trésoreries,
* Calculer les coûts moyens des différentes composantes du projet aux conditions économiques à la date de l’étude,
* Déterminer par la suite l’enveloppe financière nécessaire pour la réalisation du projet et élaborer le plan d’investissement y afférent,
* Faire des projections annuelles des charges d’exploitation et des frais d’entretien du projet ainsi que les recettes y afférents durant une dizaine d’années,
* Elaborer le tableau d’amortissements des ouvrages réalisés,
* Construire le compte des résultats prévisionnel et déterminer la capacité d’autofinancement annuel sur une période de 10 ans **(annexe 8-1),**
* Déterminer les besoins en fonds de roulement ainsi que leurs variations sur une période de 10 ans,
* Déterminer les flux nets de trésoreries sur une période de 10 ans à partir du tableau Emplois-Ressources **(annexe 8-2)**
* Analyser la rentabilité du projet sur la base de la valeur actuelle nette (VAN) et du Taux de Rentabilité Interne (TRI)des flux nets de trésorerie du projet sachant que le seuil minimum pour le TRI est de 10%,
* Faire les tests de sensibilité pour s’assurer de la robustesse du taux calculé et ce en réduisant de 10 à 20% les hypothèses utilisées les plus importantes
1. Analyse de la rentabilité du projet avec financement

En vue d’analyser davantage la rentabilité financière du projet, il est demandé au consultant d’inclure dans les ressources du projet un apport de financement sous forme d’emprunt ou autres et de déterminer la VAN et le TRI correspondant. A cet effet il procédera à :

* Construire le compte des résultats prévisionnels et à déterminer la capacité d’autofinancement annuel sur une période de 10 ans avec financement **(annexe 8-3)**
* Déterminer les flux nets de trésoreries sur une période de 10 ans à partir du tableau

Emplois-Ressources avec financement **(annexe 8- 4),**

* Analyser la rentabilité financière du projet avec financement sur la base de la Valeur Actuelle Nette (VAN) et du Taux de Rentabilité Interne (TRI) des Flux Nets de Trésorerie calculés avec financement,
* Expliciter les résultats obtenus en comparant les VAN et les TRI calculés avec et sans financement et statuer sur la proposition d’un apport de financement et de son seuil optimum,
* Faire les tests de sensibilité pour s’assurer de la robustesse du taux calculé et ce en réduisant de 10 à 20% les hypothèses utilisées les plus importantes.

4.2.2 : Rentabilité économique du projet

L’analyse économique du projet est une analyse coût-bénéfice pour le compte de la société dans son ensemble et non pas pour le compte des actionnaires. Dans cet esprit le consultant procédera à :

* Déterminer les coûts économiques du programme des investissements, des frais d’entretien et des charges d’exploitation en appliquant aux coûts financiers y afférents des coefficients de conversion appropriés, **(annexes 8-5-1 et 8- 5-2),**
* Projeter ces coûts pendant une vingtaine d’années de fonctionnement. Cette période représente la durée moyenne d’une génération qui pourrait bénéficier des avantages du projet réalisé,
* Faire une analyse économique du projet en précisant son utilité et ses intérêts économiques, ses impacts sur les conditions économiques et sociales de la collectivité dans laquelle le projet sera réalisé et dans les collectivités avoisinantes etc.,
* Identifier les avantages économiques du projet ainsi que ses contraintes spécifiques,
* Faire une analyse du statut actuel (avant-projet) et le statut projeté,
* Distinguer les avantages quantifiables du projet,
* Estimer la valeur économique des bénéfices de ces avantages. Ces bénéfices peuvent être estimés soit selon la méthode de la disposition à payer (willingness to pay) des bénéficiaires soit la méthode coût d’évitement (Avoid cost method) qui mesure les bénéfices par les dommages à éviter des mêmes bénéficiaires, Il y a lieu de considérer dans les estimations deux hypothèses H1 : hypothèse minimum et H2 : Hypothèse maximum **(annexe 8-6)**
* Projeter les avantages nets du projet (Avantages - Coût du projet - frais d’entretien– charges d’exploitation) sur une période de 20 ans**, (annexe 8-7)**
* Calculer et interpréter le taux de rentabilité économique du projet sur la base de la valeur actuelle nette (VAN) et du Taux de Rentabilité Interne (TRE) des avantages nets du projet,
* Faire les tests de sensibilité pour s’assurer de la robustesse du taux calculé et ce en réduisant de 10 à 20% les hypothèses les plus importantes utilisées.

Le consultant est tenu de considérer les canevas des différends annexes présentés ci-dessus dans son analyse et peut éventuellement ajouter d’autres tableaux de calcul et d’illustration si nécessaire

**4.3 Phase 3 : Modèle de calcul sur tableur des taux de rentabilité économique et financière des projets économiques**.

Le consultant développera un modèle sur tableur (Excel) qui permet de calculer les taux de rentabilité des projets économiques : Taux de Rentabilité Financière TRI et Taux de Rentabilité Economique TRE.

Le modèle de simulation proposé intégrera les paramètres socio-économiques, l’évolution des coûts financiers et économiques des investissements, des charges d’exploitations et des frais d’entretiens ainsi que l’évolution de la valeur économique des avantages procurés par les projets économiques.

Le modèle sera constitué de plusieurs modules qui inter réagissent ensemble et en font un outil de détermination des TRI et TRE.

## Les Livrables

**Les documents à remettre par le consultant seront :**

* Cinq (05) exemplaires pour les documents provisoires soumises pour approbation du maître de l’ouvrage et cinq (05) exemplaires pour les documents définitifs et ceci concerne la phase1, la phase 2 et la phase 3,
* Cinq (05) exemplaires du rapport de synthèse de l’ensemble de l’étude,
* Un flash disque (capacité minimale de 16 GO) pour la version définitive des 3 phases et du rapport de synthèse de l’ensemble de l’étude.

# ANNEXES

## Annexe 01 : Fiche de renseignement Généraux sur le Soumissionnaire

Nom ou raison sociale.....................................………...................................................................................

...........................................................................................................................……………………………………….

Enregistré à .................................................................. sous le N° ...........................................................

Date d’enregistrement .............................................................................................................................

Personne bénéficiant de procuration et signant les documents relatifs à l’Offre(Nom, prénom, fonction) ………………………………………………….................................................................................................................

………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

Adresse ...................................................................................……………………............................................

........................................................................................................................................………………………..

Téléphone ....................... Fax ............................. e-mail : ……………………………………………….. @ …………………...

Capital enregistré .....................................................................................................................................

Capital versé............................................................................................................................................

Nombre approximatif du personnel technique permanent ………………………................................................

Principales Références …………………………………………………………………………………………………………………………………..

**Fait à** .................., **le**......................................

(Signature et cachet)

## Annexe 02 : Déclaration d’engagement

Intitulé de la Candidature / l'Offre / Proposition / le Contrat : *(insérer le nom du contrat/marché)*10

À:*(insérer le nom et l’adresse du Maître d’Ouvrage )*

1)  Nous reconnaissons et acceptons que la KfW ne finance les projets du Maître d’Ouvrage 11 qu'à ses propres conditions, qui sont déterminées par la Convention de Financement conclue avec le Maître d’Ouvrage. En conséquence, il ne peut exister de lien juridique entre la KfW et notre entreprise, notre Joint Venture ou nos Sous-traitants aux termes du Contrat. Le Maître d’Ouvrage conserve la responsabilité exclusive de la préparation et de la mise en œuvre du Processus de Passation de Marchés et de l'exécution du Contrat.

2)  Nous attestons par la présente que nous ne sommes pas, qu'aucun des membres de notre direction ou de nos représentants légaux, ou qu’aucun des membres de notre Joint Venture, y compris nos Sous-traitants aux termes du Contrat, dans l'une des situations suivantes :

2.1)  être en faillite, en liquidation ou cessation d’activités, en règlement judiciaire, sous séquestre, en restructuration ou dans toute situation analogue ;

2.2)  être condamnés par un jugement définitif ou une décision administrative définitive ou faisant l'objet de sanctions financières de la part des Nations unies, de l'Union européenne ou de l'Allemagne pour participation à une organisation criminelle, blanchiment d'argent, infractions liées au terrorisme, travail des enfants ou traite des êtres humains; ce critère d'exclusion est également applicable aux Personnes morales, dont la majorité des actions sont détenues ou effectivement contrôlées par des Personnes physiques ou morales qui sont elles-mêmes soumises à ces condamnations ou sanctions ;

2.3)  avoir été condamnés par une décision judiciaire définitive ou une décision administrative définitive d'un tribunal, de l'Union européenne, des autorités nationales du Pays Partenaire ou de l'Allemagne pour Pratique passible de Sanctions dans le cadre d'un Processus de Passation de Marchés ou de l'exécution d'un Contrat ou pour une irrégularité quelconque affectant les intérêts financiers de l’Union européenne (dans l’hypothèse d’une telle condamnation, le Candidat ou Soumissionnaire joindra à la présente Déclaration d’Engagement les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette condamnation n’est pas pertinente dans le cadre du présent Contrat et que des mesures appropriées de mise en conformité ont été prises) ;

2.4)  avoir fait l’objet d’une résiliation prononcée à nos torts exclusifs au cours des cinq dernières années du fait d'un manquement grave ou persistant à nos obligations contractuelles lors de l'exécution d'un Contrat, sous réserve que cette sanction n’ait pas fait l’objet d’une contestation de notre part en cours ou ayant donné lieu à une décision de justice infirmant la résiliation à nos torts exclusifs ;

*10  Les termes en majuscules utilisés dans la présente Déclaration d'Engagement et n'y étant pas définis autrement ont le sens qui leur est donné dans les « Directives pour la Passation des Marchés de Prestations de Conseils, Travaux de Génie-Civil, Installations, Fournitures et Services Divers dans la Coopération Financière avec des Pays Partenaires » de la KfW.*

*11  Le Maître d’Ouvrage désigne l’acheteur, l’employeur, le client, selon le cas, pour l’acquisition de prestations de conseils, de travaux de Génie Civil, d’installations, de fournitures ou de Services Divers.*

2.5)  ne pas avoir rempli les obligations fiscales applicables concernant le paiement des impôts dans le pays où nous sommes établis ou dans le pays du Maître d’Ouvrage ;

2.6)  faire l'objet d'une décision d'exclusion de la Banque mondiale ou de toute autre banque multilatérale de développement et figurer dans la liste du site Web http://www.worldbank.org/debarr, ou respectivement sur la liste pertinente de toute autre banque multilatérale de développement (dans l’hypothèse d’une telle décision d’exclusion, le Candidat ou le Soumissionnaire peut joindre à la présente Déclaration d’Engagement les informations complémentaires qui permettraient de considérer que cette décision d’exclusion n’est pas pertinente dans le cadre du présent Contrat et que des mesures appropriées de mise en conformité ont été prises) ; ou

2.7)  s'être rendu coupable de fausses déclarations en fournissant les renseignements exigés comme condition préalable à la participation à la présente Procédure de Passation de Marchés.

3) Nous attestons par les présentes que ni nous, ni aucun des membres de notre Joint Venture ou de nos Sous-traitants aux termes du Contrat, ne sommes dans l'une ou l'autre des situations de conflit d'intérêts suivantes :

3.1)  être une filiale contrôlée par le Maître d’Ouvrage, ou un actionnaire contrôlant le Maître d’Ouvrage, sauf si le conflit d'intérêts qui en résulte a été porté à l'attention de la KfW et résolu à sa satisfaction ;

3.2)  avoir une relation d'affaires ou de famille avec du personnel du Maître d’Ouvrage impliqué dans le Processus de Passation de Marchés ou dans la supervision du Contrat en résultant, à moins que le conflit d'intérêts qui en résulte n’ait été porté à l'attention de la KfW et résolu à sa satisfaction ;

3.3)  être contrôlés par, ou contrôler un autre Candidat ou Soumissionnaire, ou être sous contrôle commun avec un autre Candidat ou Soumissionnaire, ou recevoir ou accorder des subventions directement ou indirectement à un autre Candidat ou Soumissionnaire, avoir le même représentant légal qu'un autre Candidat ou Soumissionnaire, maintenir des contacts directs ou indirects avec un autre Candidat ou Soumissionnaire, qui nous permettent de disposer ou de donner accès aux informations contenues dans les Candidatures ou Offres/Propositions respectives, influencer celles-ci ou influencer les décisions du Maître d’Ouvrage ;

3.4)  être engagés dans une activité de Prestations de Conseils, qui, de par sa nature, peut être en conflit avec les missions que nous effectuerions pour le Maître d’Ouvrage ;

3.5)  dans le cas de la Passation de marchés de Travaux de Génie Civil, d’Installations ou de Fournitures :

* 1. avoir préparé ou avoir été associé à une Personne qui a préparé les spécifications, dessins, calculs et autres documents devant être utilisés dans le Processus de Passation de Marchés du présent Contrat ;
	2. avoir été recrutés (ou se faire proposer d'être recrutés) nous-mêmes ou l'une de nos filiales, pour effectuer la supervision ou l'inspection des travaux pour le présent Contrat ;

4)  Si nous sommes une entité publique et que nous participons à un Processus de Passation de Marchés, nous certifions que nous jouissons d'une autonomie juridique et financière et que nous exerçons nos activités conformément aux lois et règlements commerciaux.

5)  Nous nous engageons à porter à l'attention du Maître d’Ouvrage, qui en informera la KfW, tout changement de situation concernant les points 2 à 4 ci-dessus.

6)  Dans le cadre du Processus de Passation de Marchés et de l'exécution du Contrat correspondant :

6.1)  ni nous, ni aucun des membres de notre Joint Venture, ni aucun de nos Sous- traitants aux termes du Contrat, n'avons engagé ou n'engagerons de Pratique passible des Sanctions pendant le Processus de Passation de Marchés et dans le cas où un Contrat est attribué, nous n'engagerons aucune Pratique passible de Sanctions pendant l'exécution du Contrat ;

6.2)  ni nous, ni aucun des membres de notre Joint Venture, ni aucun de nos Sous- traitants aux termes du Contrat, ne ferons l’acquisition ou ne fournirons de matériel, ni n'opérerons dans des secteurs sous embargo des Nations Unies, de l'Union européenne ou de l'Allemagne ; et

6.3)  nous nous engageons à nous conformer et à nous assurer que nos Sous-traitants et nos principaux fournisseurs aux termes du Contrat, respectent les normes internationales en matière d'environnement et de travail, conformément aux lois et règlements applicables dans le pays de mise en œuvre du Contrat et aux conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) 12 et aux traités internationaux sur l'environnement. Nous mettrons de plus en œuvre des mesures d'atténuation des risques environnementaux et sociaux lorsqu'elles sont spécifiées dans les plans de gestion environnementale et sociale pertinents ou d'autres documents similaires fournis par le Maître d’Ouvrage et, dans tous les cas, mettrons en œuvre des mesures visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels et la violence fondée sur le genre.

7)  Dans le cas d'attribution d'un Contrat, nous, ainsi que tous les membres de nos partenaires de Joint Venture et Sous-traitants aux termes du Contrat, (i) fournirons, sur demande, des informations relatives au Processus de Passation de Marchés et à l'exécution du Contrat et (ii) autoriserons le Maître d’Ouvrage et la KfW, ou un auditeur désigné par l'un d'eux, et dans le cas de financement par l'Union européenne également les institutions européennes compétentes en vertu du droit communautaire, à examiner les comptes, dossiers et documents concernés, à permettre des contrôles sur place et à assurer l'accès aux sites et aux projets concernés.

8)  En cas d'attribution d'un Contrat, nous, ainsi que tous nos partenaires de Joint Venture et Sous-traitants aux termes du Contrat, nous engageons à conserver les dossiers et documents susmentionnés conformément au droit applicable, mais en tout état de cause pendant au moins six ans à compter de la date d'exécution du Contrat ou de sa résiliation. Nos opérations financières et nos états financiers sont soumis à des procédures de contrôle conformément à la loi applicable. Nous acceptons de plus que nos données (y compris les données personnelles) générées dans le cadre de la préparation et de la mise en œuvre du Processus de Passation de Marchés et de l'exécution du Contrat soient stockées et traitées conformément à la loi applicable par le Maître d’Ouvrage et la KfW.

Nom :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ En tant que : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer pour et au nom de13\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Signature : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ En date du : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*12  Dans le cas où les conventions de l'OIT n'ont pas été pleinement ratifiées ou mises en œuvre dans le pays du Maître d’Ouvrage, le Candidat, le Soumissionnaire ou le Contractant proposera et appliquera, à la satisfaction de l'employeur et de la KfW, les mesures appropriées dans l'esprit desdites conventions de l'OIT concernant a) les revendications des travailleurs concernant les conditions et modalités de l’emploi, b) le travail des enfants, c) le travail forcé, d) les syndicats et e) la non-discrimination.*

*13  Dans le cas d’une JV, mettre le nom de la JV. La personne qui signera la Candidature, l’Offre ou la Proposition au nom du Candidat/Soumissionnaire doit joindre une procuration du Candidat/Soumissionnaire.*

## Annexe03 : L’Acte d’engagement (Soumission)

Je soussigné : ...........................................................................................................................................

Agissant en qualité de : ............................................................................................................................

Au nom et pour le compte de : .................................................................................................................

Dont le siège social est à : .........................................................................................................................

Inscrit au registre le commerce de : ................................................sous le N°……………………………………..……

Après avoir apprécié à mon point de vue et sous ma propre responsabilité la nature et la difficulté des missions à exécuter.

Me soumets et m’engage à exécuter et achever l’ensemble des missions conformément aux conditions stipulées dans les cahiers de charge et du CCAG applicable aux marchés publics d’études, en vigueur, et moyennement les prix établis par moi-même à forfait pour chaque unité, figurant dans le devis estimatif que j’ai annexé à la présente soumission.

Le montant total hors TVA s’élève à la somme de : (en toute lettres) ………………………………………………………….

..................................................................................................(en chiffre) ............................................

Montant de la TVA : (en toute lettres) …………………………………………………………………………………………………………..

..................................................................................................(en chiffre) ............................................

Le montant total TTC s’élève à la somme de : (en toute lettres) ................................................................

................................................................................................(en chiffre) ............................................

Je m’engage, si ma soumission est acceptée, à exécuter les prestations à dater du jour de la notification du bon de commande, ainsi qu’à les achever dans le délai contractuel.

Je demeure lié par ma soumission pendant un délai de (90) joursà partir de la date limite de réception des offres.

La commune se libérera des sommes qui me sont dues par lui, pour l’exécution de la commande par virement au compte ouvert à la banque……………………………………..………., Agence................................... N°RIB ……………………………………………….

J’affirme sous peine de résiliation de plein droit de la commande ou la mise en régie à mes torts exclusifs, que je ne tombe sous le coup d’interdiction légal édictée en Tunisie.

**Fait à............, le......................**

**(Mention lu et accepté)**

**(Signature etcachet)**

## Annexe04 : Bordereau de Prix

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Désignation des travaux** | **Unité** | **PT HTVA Dinars** | **PT HTVA Dinars** |
| Elaboration d’une étude de rentabilité économique et financière du projet Forfait ..................................................................……………………………………..……………………………………….. | Forfait |  |  |
| **TOTAL GENERAL HTVA**  |  |  |
| **MONTANT DE LA TVA**  |  |  |
| **MONTANT TOTAL TTC** |  |  |

Le montant total hors TVA s’élève à la somme de : (en toutes lettres) ………………………………………………………….

..................................................................................................(en chiffre) ............................................

Montant de la TVA : (en toutes lettres) …………………………………………………………………………………………………………..

..................................................................................................(en chiffre) ............................................

Le montant total TTC s’élève à la somme de : (en toutes lettres) ................................................................

................................................................................................(en chiffre) ............................................

**Fait à** .................., **le**......................................

**(Signature et cachet)**

## Annexe 05 : Sous détail Estimatif

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Désignation des travaux** | **Unité** | **PT HTVA Dinars** | **PT HTVA Dinars** |
| **Phase 1 : Evaluation économique et financière duprojet** | Forfait |  |  |
| **Phase 2 : Rentabilité financière et économique du projet** | Forfait |  |  |
| **Phase 3 : Modèle de calcul sur tableur des taux de rentabilité économique et financière des projets économiques** | Forfait |  |  |
| **TOTAL GENERAL HTVA**  |  |  |
| **MONTANT DE LA TVA**  |  |  |
| **MONTANT TOTAL TTC** |  |  |

Le montant total hors TVA s’élève à la somme de : (en toutes lettres) ………………………………………………………….

..................................................................................................(en chiffre) ............................................

Montant de la TVA : (en toutes lettres) …………………………………………………………………………………………………………..

..................................................................................................(en chiffre) ............................................

Le montant total TTC s’élève à la somme de : (en toutes lettres) ................................................................

................................................................................................(en chiffre) ............................................

**Fait à** .................., **le**......................................

(Signature et cachet)

## Annexe 06 : Réferences du Soumissionnaire

Nombre des marchés de même typologie au cours des trois (03)dernières années comptablisés à partir de la date de remise des offres.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Projet similaire** | **Objet de l’étude** | **Maitre d’ouvrage** | **Période d’exécution duprojet similaire(Date début/Date fin)** | **Montant Des travaux du projet similaire**En Dinars Tunisien |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

**N.B. : Le soumissionnaire doit joindre à ce formulaire une documentation à l’appui de marchés exécutés (Contrat ou ordre de service ou lettre de désignation /Certificat de bonne exécution du marché ou PV de réception du marché/Décompte définitif ou lettre du maître d'ouvrage mentionnant le montant des travaux du projet similaire).**

**A remplir pour chaque membre de l’équipe.**

**Fait à** .................., **le**......................................

(Signature et cachet)

## Annexe 07 : Modèle du Curriculum Vitae (CV)

**1**. **Poste** [*un seul candidat par poste*]

**2. Nom du consultant** [*indiquer le nom de la société proposant le personnel*]

**3. Nom de l’employé**[*nom complet*]

**4. Date de naissance**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**\_\_ Nationalité**

**5. Education** [*Indiquer les études universitaires et autres étudesspécialisées de l’employéainsi que les noms des institutions fréquentées, les diplômes obtenus et les dates auxquelles ils l’ont été*]

**6. Affiliation à des associations/groupementsprofessionnels**

**7. Autresformations** [*Indiquer toute autre formation reçue depuis 5 ci-dessus*]

**8. Pays où l’employéa travaillé** [*Donner la liste des pays ou l’employéa travaillé au cours des 10 dernièresannées*] :

**9. Langues :** [*Indiquer pour chacune le degréde connaissance : bon, moyen, médiocre pour ce qui est de la langue parlée, lue et écrite*]

**10. Expérienceprofessionnelle :**[*En commençant par son poste actuel, donner la liste par ordre chronologique inverse de tous les emplois exercés par l’employédepuis la fin de ses études. Pourchaqueemploi (voir le formulaire ci-dessous), donner les dates, le nom de l’employeur et le poste occupé.*]

Depuis [*année*] \_\_\_\_\_\_\_ jusqu’à [*année*]\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Employeur :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Poste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

|  |  |
| --- | --- |
| **11. Détail des tâches exécutées** *[Indiquertoutes les tâchesexécutéespourchaque mission]*  | **12. Expérience de l’employéqui illustre le mieuxsacompétence** [*Donner notamment les informationssuivantesquiillustrent au mieux la compétenceprofessionnelle de l’employépour les tâchesmentionnées au point 11*] Nom du projetou de la mission : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Année : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_Lieu : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_\_\_Principalescaractéristiques du projet : \_\_\_\_\_ Poste : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ \_Activités : \_\_\_\_\_\_ \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  |

**13 Attestation :**

Je, soussigné, certifie, en touteconscience, que les renseignements ci-dessusrendentfidèlementcompte de masituation, de mesqualifications et de monexpérience. J’acceptequetoutedéclarationvolontairementerronéepuisseentrainermonexclusion, oumonrenvoi si j’ai été engagé.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

*[Signature de l’employéet du représentanthabilité du consultant] Jour/mois/année*

OuNom du représentanthabilité : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

## Annexe 08 : Aferents aux Termes de Références

|  |
| --- |
| **CANNEVAS DES TABLEAUX DE LA RENTABILITE FINANCIERE ET ECONOMIQUE** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Annexe 8-1** | **Compte de Résultat Prévisionnel et Capacité d'autofinancement**  |  |
|  |  |  |  **Avant financement** |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  | **Chiffre d'affaires** | **Charges variables** | **Charges fixes** | **Amortisse-ment** | **Résultat brut** | **Impôts** | **Résultat net** | **Amortissement** | **Capacité d'autofinancement** |
|  | **(1)** | **(2)** | **(3)** | **(4)** | **(5) = (1)-(2)-(3)-(4)** | **(6)** | **(7) = (5)-(6)** | **(8)** | **(9) = (7) +(8)** |
| **Année 0** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Année 1** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Année2** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Année 3** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Année 4** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Année 5** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Année 6** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Année 7** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Année 8** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Année 9** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Année 10** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Annexe 8-2** |  |  |  | **Flux nets de trésoreries****Avant financement** |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|   | **LES RESSOURCES** | **LES EMPLOIS** |   |
| **Capacité d'autofi-nancement** | **Récupéra-tion du besoin en fonds de roulement** | **Valeur résiduelle** | **Autres ressources** | **Somme des ressources**  | **Investiss-ement** | **Variation du besoin en fonds de roulement** | **Autres emplois** | **Somme des emplois** | **Flux net de trésorerie** |
|  |  |  |  |  | **(1)** |  |  |  | **(2)** | **(1)-(2)** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |   |   |
| **Année 0** |  |  |  |  |  |  |  |  |   |   |
| **Année 1** |  |  |  |  |  |  |  |  |   |   |
| **Année 2** |  |  |  |  |  |  |  |  |   |   |
| **Année 3** |  |  |  |  |  |  |  |  |   |   |
| **Année 4**  |  |  |  |  |  |  |  |  |   |   |
| **Année 5**  |  |  |  |  |  |  |  |  |   |   |
| **Année 6** |  |  |  |  |  |  |  |  |   |   |
| **Année 7** |  |  |  |  |  |  |  |  |   |   |
| **Année 8**  |  |  |  |  |  |  |  |  |   |   |
| **Année 9** |  |  |  |  |  |  |  |  |   |   |
| **Année 10** |  |  |  |  |  |  |  |  |   |   |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Annexe 8- 3** |  | **Compte de Résultat Prévisionnel et Capacité d'Autofinancement****Après financement** |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Années** | **Année 0** | **Année 1** | **Année 2** | **Année 3** | **Année 4** | **Année 5** | **Année 6** | **Année 7** | **Année 8** | **Année9** | **Année 10** |
| (1) Chiffre d'affaire  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|  (2) Charges Variables  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| (3) Charges Fixes |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| (4) Amortissement  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| (5) Charges financières de l'emprunt |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Résultat Brut (6) = (1) -(2) -(3) -(4) -(5)** |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| (7) Impôts |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Résultat Net (8) = (6)-(7)** |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| (9) Amortissement |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| **Capacité d'autofinancement (10) =(8)+(9)** |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Annexe 8-4** |  |  **Flux Nets de Trésoreries** **Après financement** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Années** | **Année 0** | **Année 1** | **Année 2** | **Année 3** | **Année 4** | **Année 5** | **Année 6** | **Année 7** | **Année 8** | **Année9** | **Année 10** |
|  **Les Ressources**  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Capacité d'autofinancement |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Emprunt |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Autres ressources (capitaux propres, subvention d'investissement etc) |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Récupération du Besoin en Fonds de Roulement  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Valeur résiduelle |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|  **Somme des Ressources**  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|  **Les Empois** |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Investissements |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Remboursement du principal de l'emprunt |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Variation des Besoins en Fonds de roulement |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
| Autres emplois (distribution des bénéfices etc) |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|  **Somme des Emplois**  |  |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |
|  **Ressource - Emplois = Flux Net de Trésorerie** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |

|  |  |
| --- | --- |
| **Annexe 8-5-1** | **Cout économique du programme d'investissement** |
|  |  |  |  |  |
| **Répartition des composantes du programme d’investissement en Génie Civil et Equipement** | **Couts financiers**  | **Coefficients de conversion** | **Couts économiques** |
| 1- Génie Civil  |   |   |   |
|  Main d'œuvre |   |   |   |
|  Produits locaux  |   |   |   |
| 2- Equipement |   |   |   |
|  locaux |   |   |   |
|  Importés  |   |   |   |
| **Total**  |   |   |   |
|  |  |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Annexe 8-5-2** | **Cout économique des frais d'entretien et des charges d'exploitation** |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| Répartition des frais d'entretien et des charges d'exploitation en main d'œuvre et fournitures | **Cout financiers**  | **Coefficient de conversion** | **Couts économiques** |
| 1- Frais d'entretiens |   |   |   |
|  Main d'œuvre |   |   |   |
| Fournitures locales |   |   |   |
|  Fournitures importées  |   |   |   |
| 2- Charges d'exploitation |   |   |   |
|  Main d'œuvre |   |   |   |
| Fournitures locales |   |   |   |
|  Fournitures importées  |   |   |   |
|  **Total**  |   |   |   |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Annexe 8-6** |  **Estimation des bénéfices des avantages économiques** |  |  |
|  | **Directs et indirects du projet** |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| Avantages directs et indirects du projet | Bénéfices par la Méthode du Cout d'Evitement (MCE) | Bénéfices par la Méthode de la Disposition à Payer (MDP) |
| Hypothèses  | Hypothèses |
|   |  Minimum (H1) |  Maximum (H2) |  Minimum (H1) |  Maximum (H2) |
| Avantage numéro1 |   |   |   |   |
| Avantage numéro 2 |   |   |   |   |
| Avantage numéro 3 |   |   |   |   |
| Avantage numéro n |   |   |   |   |
| **Total des bénéfices**  |   |   |   |   |
|  |  |  |  |  |  |  |  |

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Annexe 8- 7** | **Bénéfice Nets des Avantages = (Avantages - Cout Total)** |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Années**  | **Cout du programme d'investissement** | **Frais d'entretien** | **Charges d'exploitation** | **Cout Total**  | **Avantages Sous H1** | **Avantages Sous H2** | **Bénéfices Nets des Avantages sous H1** | **Bénéfices Nets des Avantages sous H2** |
| **Méthode Cout d'évitement** | **Méthode disposition à payer** | **Méthode Cout d'évitement** | **Méthode disposition à payer** | **Méthode Cout d'évitement** | **Méthode disposition à payer** | **Méthode Cout d'évitement** | **Méthode disposition à payer** |
|  | **(1)** | **(2)** | **(3)** | **(4)** | **(5)** | **(5)** | **(6)** | **(6)** | **(7)** | **(7)** | **(8)** | **(8)** |
| **0** |   |   |   |   |   |   |   |   |   |   |  |  |
| **1** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **2** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **3** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **4** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **5** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **6** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **7** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **8** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **9** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **10** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **11** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **12** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **13** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **14** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **15** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **16** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **17** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **18** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **19** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| **20** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
|  **(1) Cout du programme d'investissement** | Le cout économique du programme d'investissement Annexe 8-5-1  |  |  |  |  |  |  |  |
| **(2) d'entretien** | Cout économique des Frais d'entretien et d'exploitation Annexe 8-5-2 |  |  |  |  |  |  |  |
| **(3) Charges d'exploitation** |  |  |  |  |  |  |  |
|  **(4) Cout Total**  | La somme des couts économiques du programme d'investissement et des frais d'exploitation et d'entretien  |  |  |  |  |  |  |
| **(5) Les avantages Sous H1** | La somme des différents bénéfices des avantages selon la méthode MDP et MCE Sous H1, Annexe 8-6   |  |  |  |  |  |  |
| **(6) Les avantages sous H2** | La somme des différents bénéfices des avantages selon la méthode MCE et MDP Sous H2 Annexe 8-6  |  |  |  |  |  |  |
| **(7) Bénéfices Nets sous H1** | La différence entre les avantages selon la méthode MDP et MCE sous H1 et le Cout total   |  |  |  |  |  |  |  |
| **(8) Bénéfices Nets sous H2** | La différence entre les avantages selon la méthode MDP et MCE sous H2 et le Cout Total   |  |  |  |  |  |  |  |